



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 138 - 28 février 1985

PRIX : 2 Frs

T  
C  
H  
A  
D



LA SECHERESSE

SEULE

N'EXPLIQUE PAS LA FAMINE

## SOMMAIRE

Page 2:

- Editorial

Page 3:

- TCHAD: le CLURT dénonce le régime de NDjaména

Page 4:

- TCHAD: organisations jeunes et vieille politique

Page 5:

- MALI: un général en ballade

- SENEGAL: priorité au transport de marchandises à la Régie des Chemins de Fer

Page 6:

- GABON: Bongo mène une campagne xénophobe

Page 8:

- Foyer BARA: la municipalité veut raser le bâtiment sans reloger

Page 9/10

- BURKINA: Sankara dévoile sa politique bourgeoise

Page 11:

- IL Y A CENT ANS A BERLIN: le colonialisme traçait le sort de l'Afrique

\*\*\* \*\*

### ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24F

Pli fermé : 48F

### ADRESSE

VOIR ENCADRE

PAGE 13

# éditorial

## LA SECHERESSE SEULE N'EXPLIQUE PAS LA FAMINE

La famine qui sévit en Afrique, plus précisément dans les pays du Sahel frappe de façon plus particulière le Tchad. De nombreuses lettres des familles qui parviennent ici dans l'immigration montrent d'une certaine manière l'ampleur du désastre; toutes ces lettres soulignent l'aspect urgent de l'aide que ceux qui sont ici doivent leur apporter car c'est une question de vie ou de mort.

Plusieurs autres sources d'informations dont certaines officielles viennent renforcer ce que les ressortissants tchadiens savent déjà par les lettres. C'est ainsi que dans un rapport publié le 18 Août dernier, un prêtre en poste à Mongo, préfecture du Guéra, écrit notamment : "toujours très peu de pluie et la misère devient de plus en plus grande. Chaque jour ( ... ) des dizaines de gens affamés viennent nous envahir, et je n'ai rien à leur donner". Un autre du diocèse de Sarh. ( sud du Tchad ) remarque : "il y a plus de cinquante personnes tous les jours du matin au soir devant le presbytère. Une seule phrase à la bouche : "mon père, j'ai faim". Il y a eu des dizaines de morts par village. Il y a des villages qui ont perdu plus de la moitié, et même les trois quarts de leurs populations."

Dans "Info-Tchad", quotidien gouvernemental daté du 3 Octobre 1984, on lit ceci : "au Guéra, la catastrophe est déjà là. Elle se traduit par les meutes de mendiants qui grouillent dans les rues et autour des bâtiments et par le spectacle saisissant des femmes qui creusent près de trois mètres dans les termitières pour chercher quelques hypothétiques réserves de mil". ( Il s'agit plutôt des fourmilières et non des termitières ) .

Ces exemples montrent la gravité de la situation pour l'ensemble du Tchad. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuient la famine et surtout la guerre civile pour trouver abris dans les camps de réfugiés de Centrafrique, du Cameroun ou du Soudan. Ils y vivent dans des conditions de vie et d'hygiène lamentables.

Face à cette situation, le gouvernement tchadien fait appel aux organismes humanitaires internationaux. Mais la situation est loin de s'améliorer d'autant plus que les sacs de sorgho, le lait en poudre destinés aux populations qui souffrent de faim sont détournés par les dignitaires du régime pour leur intérêt personnel. Certains sacs se retrouvent vendus sur les marchés. Quant aux sommes d'argent débloquées par ces organismes ou envoyées par certains Etats au profit des sinistrés, elles sont en grande partie utilisées à l'achat des armes pour faire la guerre.

Et quand il ne reste plus rien, les valets au pouvoir recommencent à mendier de plus belle en prenant prétexte de la seule sécheresse qui provoque la famine ; d'autres parlent même de l'avancée inéluctable du désert. Il est vrai que le Tchad, tout comme les autres pays du Sahel, connaît la sécheresse. Il pleut de moins en moins ces dernières années. Le bétail, dans le Nord, est presque décimé par manque d'eau et de pâturages naturels. Les récoltes dans le Centre et le Sud du pays sont de plus en plus mauvaises. Mais cette sécheresse n'explique pas tout.

L'une des principales sources de famine reste quand même la guerre civile entretenue depuis plusieurs années par les seigneurs de guerre dont la seule ambition est d'arriver à la mangeoire

gouvernementale. La vie pastorale en avait pris un coup sérieux. Au Nord, plusieurs éleveurs exaspérés par les exactions des combattants indisciplinés du Frolinat passent avec tout leur bétail au Soudan, Niger ou Cameroun. Dans le Sud, depuis que le contrôle de toute cette zone est assuré par les soldats de Hissen Habré, les paysans ne peuvent plus cultiver librement leurs champs. Ces derniers sont abusivement confondus avec les rebelles ( commandos ) qui s'opposent militairement au régime de N'Djaména, et certains d'entre eux sont abattus dans leurs champs. Mais il y a aussi le fait que la plupart des combattants qui ne gagnent pas régulièrement leur solde s'adonnent aux actes barbares pour s'accaparer les biens d'autrui. Ils n'hésitent pas à tuer pour s'emparer d'une simple mobylette, vélo, radio ou montre-bracelet par exemple. Et cela en toute impunité. Aucune sanction n'est prise par les chefs à l'encontre de ces pillards. Les gens ne fuient pas seulement la famine mais surtout la répression, les exactions.

L'autre raison principale est l'imprévoyance de ceux qui nous gouvernent. Tous nos dirigeants obéissent au doigt et à l'oeil à leurs maîtres impérialistes. Ils obligent ou encouragent les paysans africains aux monocultures qui intéressent l'impérialisme. Pour le Tchad, il s'agit du coton qui appauvrit le sol au détriment des cultures vivrières. A la longue, ce phénomène ne peut que engendrer la famine. Or quand on a faim, on ne mange pas le coton. Le gouvernement actuel ne se distingue pas des précédents, ni sur sa politique agricole, ni sur les autres. Au Tchad, la famine est d'abord synonyme de guerre civile, de répression et d'exactions envers les populations laborieuses.

## Le CLURT dénonce le régime de Ndjaména

Le Comité de Lutte Contre la Répression au Tchad ( C.L.U.R.T ) récemment créé ici dans l'immigration par des ressortissants tchadiens à l'initiative d'un certain nombre de femmes, se fixe comme objectif de dénoncer la répression qui s'abat sur les populations de leur pays.

Dans un texte publié à Paris en Janvier dernier, le C.L.U.R.T dresse un bilan provisoire des massacres dans le Sud : "de façon précise, dit notamment le texte, nous savons que : - dans les grands centres comme Sarh et Moundou, la plupart des intellectuels et cadres sont soit tués, soit emprisonnés, soit portés disparus ; - dans le village de Dili, 27 personnes ont été exécutées ; - des fermiers ont été abattus à Danamadji et Bédaya ; - à N'Galo, des personnes réfugiées dans une église ont été brûlées vives ; - à Bébidja, tous les nouveaux-nés de sexe masculin ont été tués à la maternité ; - 12 autres enfants nouveaux-nés ont été tués aux environs de Maro ; - environ 150 villages ont été brûlés ; - plus de 25.000 personnes ayant fui les massacres se sont réfugiées en République Centrafricaine, sans compter les réfugiés du Cameroun et du Soudan".

Pour conclure son texte, le C.L.U.R.T fait remarquer que "la répression n'est pas exclusive aux populations du Sud. Elle s'étend également au Nord où les hommes de Hissen Habré entraînent la mort et désolation dans leur sillage, notamment dans les régions du Centre, du Centre-Est, comme au Guéra, le Batha, le Ouaddaï, le Salamat où, face à la résistance de certaines forces politiques, le pouvoir de N'Djaména procède de la même façon en envoyant ses troupes pour réprimer avec force massacres". Et le texte d'ajouter : "il est incontestable que les milliers de Tchadiens qui ont fui ces régions pour se réfugier au Soudan ou dans des villes comme N'Djaména n'ont pas seulement fui la famine, mais aussi la mort et la répression ( ... ). - "Nous dénonçons les massacres commis contre les populations civiles au Tchad ; - nous exigeons de Hissen Habré de mettre fin à ses crimes crapuleux ; - nous condamnons la France qui soutient les activités de N'Djaména comme responsable des crimes de ce dernier".

La grande presse bourgeoise française n'a pas beaucoup parlé de toute cette répression menée par le protégé de l'impérialisme français au Tchad. Quand elle en parle, ce n'est qu'occasionnellement comme si c'étaient des faits exceptionnels. Pourtant c'est quotidiennement que la répression s'abat sur de nombreuses personnes comme l'illustrent les témoignages

ges du C.L.U.R.T. Il faut que tous les travailleurs sachent ces massacres. Il faudra certainement faire plus que "dénoncer" et "exiger" quelque chose de Habré pour y mettre fin. Il faudra que les exploités et opprimés tchadiens prennent en main leur propre sort et balayent ce régime.

## TCHAD

### Organisations jeunes et vieille politique

A travers la crise tchadienne, le grand public ne connaît que les seigneurs de guerre qui s'affrontent pour le pouvoir personnel. D'un côté Hissène Habré et ses partisans actuellement au pouvoir, de l'autre, Goukouni, Kamougué et compagnie. Mais en plus de ces protagonistes, il y a aussi des groupes politiques animés par des jeunes concurrents qui ambitionnent de participer à un futur gouvernement issu d'un éventuel compromis.

Parmi ces groupes politiques, nous pouvons citer: "Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme" (ACTUS), "Union Démocratique pour la Paix", et "Groupe des Démocrates Indépendants" (GDI). Rien ne permet de distinguer toutes ces organisations nationalistes et petites bourgeoises les unes des autres. Comme leurs appellations le suggèrent d'ailleurs, toutes ces organisations veulent: 1) la réconciliation "nationale", 2) la paix et 3) la démocratie.

Pour atteindre ces objectifs, elles proposent qu'une force internationale neutre soit mise en place par l'OUA et/ou l'ONU afin de désarmer toutes les factions armées, de les transformer ensuite en une "armée nationale intégrée" et d'instaurer enfin un gouvernement provisoire chargé d'organiser des élections générales.

Comme on le constate, il n'y a rien de nouveau dans tout cela. Les organisations tchadiennes n'ont pas une autre politique capable de donner des perspectives. Elles se sont contentées de reprendre à leur compte des vieilles propositions qui, quand elles sont appliquées, n'ont servi qu'à l'impérialisme et à son valet (du moment) choisi par celui-ci. C'est ce qu'a déjà montré l'expérience faite par le "Gouvernement d'Union Nationale de Transition" (GUNT) dirigé par Goukouni: d'abord la formation d'une armée nationale a été tentée en 1981, après la défaite de Habré, par le GUNT. Mais cette prétendue armée nationale intégrée n'a jamais vu le jour parce que les différents chefs se méfiaient les uns des autres et chacun tenait à garder ses propres troupes. Après cela il faut vraiment avoir la mémoire courte pour croire à un désarmement des tendances politico-militaires et à une dissolution du gouvernement actuel -sans que ceux-ci soient au préalable vaincus. Ensuite la force neutre de la "paix" formée naguère par l'OUA et financée par les USA, n'a pas contribué à ramener la paix. Au contraire, elle a aidé Habré (protégé de l'impérialisme américain) à reprendre le pouvoir en 1982. Enfin, même si on avait directement fait appel aux forces de l'ONU, elles auraient joué le même rôle consistant à imposer la solution de l'impérialisme -comme cela s'était produit au Congo en 1961 avec l'assassinat du nationaliste Patrice Lumumba.

Cependant les organisations nationalistes tchadiennes, obsédées par une participation hypothétique au partage du pouvoir, tournent en rond en reprenant de façon incantatoire les mêmes propositions dérisoires. Elles savent elles-mêmes qu'il n'existe aucune perspective d'une solution stable ni du côté de l'opposition armée, ni bien évidemment du côté du régime de Habré. Mais cela ne les empêche pas de mettre en avant leurs mots d'ordre (unité, paix et démocratie) qui justifient leur existence.

Une paix profonde et durable ainsi que les libertés démocratiques, ne peuvent être que le résultat d'une lutte engagée par les exploités tchadiens eux-mêmes contre toutes ces bandes de politiciens réactionnaires, toutes tendances confondues, qui ne sont rien d'autres que des vautours prêts à se jeter sur leur proie: la mangeoire gouvernementale.

Cela suppose que ces exploités s'unissent en tant que pauvres - contre tous leurs oppresseurs, qu'ils s'organisent et se battent pour mettre fin à la guerre en s'attaquant à ses causes profondes : les injustices sociales, l'exploitation capitaliste et l'oppression.

Mais en s'engageant dans cette voie, les exploités tchadiens n'auront aucun intérêt à restreindre leur lutte dans le seul cadre tchadien. Car pour mettre fin à l'exploitation capitaliste, il ne peut y avoir de solution nationale. Un début de solution véritable ne peut exister que s'il y a une révolution sociale à l'échelle de l'Afrique. Et c'est pour atteindre d'abord un tel objectif qu'une révolution des pauvres au Tchad devrait servir.

En tout cas, pour nous socialistes révolutionnaires africains, nous ferons tout pour que les choses aillent dans ce sens. Car nous militons pour une révolution prolétarienne africaine qui doit être le point de départ de la révolution mondiale.

## MALI

### Un général en ballade

Au début du mois de Février, Moussa Traoré a fait une tournée dans la "3ème région". Comme d'habitude Bala (c'est ainsi qu'on appelle les Moussa) n'a fait que du bla-bla. Il a inauguré l'installation d'un bloc opératoire dans un centre de santé financé par la Suisse et le Japon. En plus il en a profité pour visiter un grand complexe d'hôtellerie appartenant à un gros commerçant de la région. Ensuite il s'est réuni avec les notables locaux et les membres du parti unique UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien); le président a félicité ces derniers et leur a attribué un premier prix de la "contribution à l'édification de la nation" parce que selon l'ESSOR - journal gouvernemental - la 3ème région a versé plus de 25 millions de Francs CFA en 1983-84 pour sa participation à la solidarité nationale. En foi de quoi la section locale de l'UDPM a reçu le titre honorifique de "section pilote".

Certes, 50 millions de F CFA versés dans la caisse de l'Etat par une seule région, le Général et ses notables locaux ne peuvent qu'en être contents. Le problème c'est que personne ne peut ignorer que cet argent ne servira pas à construire quelque chose d'utile pour la population. Il ira tout simplement alimenter les caisses des galonnés et des sous-fifres qui les entourent. Encore une fois, on peut donc dire que la ballade de Bala dans la 3ème région n'a pas été une ballade inutile, du moins pour lui et ses compères.

## SENEGAL : Priorité au transport de marchandises à la régie des chemins de fer

La Régie des Chemins de Fer du Sénégal vient d'obtenir un prêt de 25 milliards de F CFA provenant de divers organismes et banques internationales. 25 milliards, non pas pour améliorer les transports des voyageurs que tout le monde reconnaît, y compris les dirigeants de la régie, comme étant vétuste et de très mauvaise qualité tant du point de vue du confort que celui de la rapidité, mais pour améliorer les transports de marchandises. Plus particulièrement pour faciliter l'évacuation par rail des phosphates de Taïba et Lam-Lam.

Les voyageurs eux attendront encore plusieurs années. On leur a promis un "projet qui ne verra le jour que plus tard". En attendant, ils continueront à être entassés comme du bétail dans des wagons, pour la plupart vieux de plusieurs années et roulant à pas de tortue. Ou ils seront obligés d'emprunter les taxibrousses qui sont plus chers et plus dangereux à cause de la fréquence des accidents.

Le PDG de la Régie a tenu à déclarer que "la Régie est en train de faire de gros progrès... Ceux qui nous jugent par le trafic voyageurs se trompent car avec de modestes moyens, nous préférons nous orienter vers le trafic de marchandises qui est plus rentable". Pour illustrer ce fait, son sous-fifre, le directeur du matériel roulant a fait la comparaison entre train-marchandises et train-voyageurs. Ainsi, un autorail (pour les voyageurs) qui coûte 1 milliard de F CFA ne rapporte que 300 000 F CFA par jour à la Régie, tandis que le train marchandises qui revient à 700 millions de F CFA peut procurer quotidiennement 15 à 20 millions de F CFA.

Alors, les dirigeants de la Régie ont fait le choix de la rentabilité en donnant priorité aux transports de marchandises. Mais ce choix-là est en fait celui des trusts qui sont intéressés par les mines de phosphates. Ce n'est pas pour rien que les grandes banques ont accordé la manne de 25 milliards de F CFA. C'est pour ces banques et par leur biais pour les trusts qui sont derrière elles, que cette opération est surtout rentable. La Régie, et par son intermédiaire, le gouvernement sénégalais pourra percevoir quelques petites dividendes au passage. Quant aux voyageurs, ils n'auront qu'à attendre qu'ils soient encore plus "rentables" pour qu'un jour on s'occupe d'eux.

## GABON

### Bongo mène une campagne xénophobe

Le dictateur en chef du Gabon, Omar Bongo, s'est lancé dans une campagne xénophobe. Dans un discours à la télévision gabonaise, il n'a pas mâché ses mots, accusant les commerçants étrangers, plus particulièrement les Libanais, de voleurs. Ces commerçants étrangers, a-t-il déclaré, s'adonnent à toutes sortes de trafic de marchandises sans passer par la douane. Il a demandé aux responsables de contrôle de commerce de fouiller tous les magasins appartenant aux étrangers et de confisquer tout ce qui n'a pas été déclaré à la douane.

Le soir même de son discours, à Libreville, des magasins libanais restés ouverts ont été pillés. Le lendemain, Bongo a demandé à la population de rester calme et de laisser faire le travail aux autorités. Ils s'en est ensuite pris aux "prostituées étrangères". Dans une allocution prononcée devant les officiers de la gendarmerie nationale, il a déclaré : "Messieurs les officiers vous prenez le camion, vous les embarquez (les prostituées) et, après les avoir examinées, allez en faire la proie aux soldats ... comme cela, quand il y aura cinq ou six soldats qui passeront dessus, ces femmes comprendront qu'on ne doit pas faire la rue au Gabon".

Ces propos ont au moins le mérite d'être sans détour. Et ils montrent à quel point la misogynie et la grossièreté du personnage rivalisent avec la férocité de sa dictature. En matière de xénophobie, il y a rien de nouveau non plus dans la bouche de Bongo. Il n'en est pas à sa première campagne. Oh! sa xénophobie ne va pas jusqu'à la communauté française grosse de quelques dizaines de milliers de ressortissants (militaires, coopérants, hommes d'affaires).

Ceux-ci sont des étrangers spéciaux. Ce sont des protégés de l'impérialisme français, grâce à qui Bongo tient sa place. Contre cette communauté-là, Bongo, tout xénophobe qu'il soit, n'oserait même pas élever le ton.

Non, il ne s'en prend qu'à ceux qui sont sans défense, qu'à ceux qui n'ont pas un impérialisme derrière eux. S'il s'en est pris tout particulièrement aux commerçants libanais, ce n'est pas parce que ceux-ci pratiquent plus de trafic de marchandises que d'autres. D'ailleurs, s'il y a possibilité de frauder la douane, c'est parce que l'administration douanière est corrompue, comme tous les autres secteurs de l'administration. Et si Bongo voulait vraiment mettre fin à la fraude, il devrait d'abord balayer dans sa propre maison. Il ne serait même pas impossible, comme le font croire certains bruits qui courent, que Bongo, en menaçant les commerçants libanais, veuille ainsi donner un coup de pouce aux membres de sa famille qui voudraient prendre la place des commerçants libanais qui, paraît-il, ont fait le monopole de la vente des produits électroménagers au Gabon.

Dans tous les cas, cette opération "anti-étrangers" permet à Bongo de se payer un geste démagogique à bon compte. Il pense ainsi faire croire aux "bons Gabonais" qu'il défend leurs intérêts contre les "méchants étrangers". En 1982, il avait également lancé une campagne contre les travailleurs immigrés ( maliens, mauritaniens, sénégalais et autres ) venus au Gabon chercher du travail. Signalons qu'au Gabon, tout comme en France, la carte de séjour est obligatoire à tous les travailleurs immigrés. Ceux-ci doivent, avant d'obtenir du travail, posséder une carte de séjour. De plus, le barème officiel de salaire est différent selon que vous soyez gabonais ou immigrés. En 1982, le SMIG pour les immigrés était de 35.000 F CFA alors que, pour le même travail, un Gabonais recevait une indemnité spéciale qui portait son salaire à 50.000 F CFA.

Non content des immigrés qui viennent faire les travaux les plus pénibles et de surcroît sous-payés, Bongo avait demandé à sa police d'accentuer les contrôles d'identité et d'expulser tout chômeur étranger. Les exploités gabonais auraient tort de marcher dans la campagne démagogique de Bongo. C'est une vieille combine que tous les dirigeants utilisent souvent pour détourner l'attention des populations. C'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny avait, en 1981, lancé une opération contre les ressortissants ghanéens venus travailler en Côte d'Ivoire. Cela s'est traduit par la mort de 46 Ghanéens, entassés dans des conditions atroces dans des cellules de prison.

Quotidiennement, dans "Fraternité-Matin" (le journal gouvernemental) on peut lire à travers les faits divers, l'accent mis plus particulièrement sur les vols commis par des "étrangers". C'est également le cas au Sénégal où "Le Soleil" (l'équivalent de "Fraternité-Matin") déverse, à longueur des pages de faits divers, son venin de xénophobie à l'égard des voleurs et trafiquants de drogue en mettant l'accent sur leur origine guinéenne ou gambienne; tout comme ici en France, on peut lire la même chose dans "France-Soir", à l'égard des ressortissants maghrébins par exemple.

Tous ces gens-là cherchent ainsi à faire croire à la population que s'il y a quelque chose qui ne va pas bien, c'est de la faute des étrangers. Ils exploitent ainsi les sentiments bas des gens. Cela favorise le racisme et peut parfois se traduire en haine sanglante entre différentes communautés. Bongo, en menant une telle campagne de xénophobie arrivera-t-il à entraîner derrière sa politique la population gabonaise, plus particulièrement les petites gens ? Peut-être. Mais en tout cas les victimes d'une telle politique, ce ne seront pas que les ressortissants étrangers. Ceux-ci seront peut-être les premières victimes, mais tôt ou tard cela va retomber sur la population gabonaise elle-même, plus particulièrement sur les plus défavorisés.

D'ailleurs la quasi-totalité de la population gabonaise, mise à part la petite poignée de privilégiés qui se pavanne en Mercedes et loge dans des villas luxueuses, ne souffre-t-elle pas déjà de la dictature de Bongo, une des plus féroces de l'Afrique? Les travailleurs n'y ont ni droit de s'organiser ni de s'exprimer librement. Ils bénéficient peut-être d'un peu plus "d'avantages" que leurs frères immigrés, mais est-ce un avantage que de vivre avec

... / ...

un salaire de misère alors que le pays regorge de richesses qui continuent à être pillées au profit de l'impérialisme ? Est-ce un "avantage" que d'être gouverné par des dirigeants parmi les plus corrompus de l'Afrique ?

Non les travailleurs gabonais n'auraient rien à gagner en s'accrochant au wagon de leurs dirigeants contre leurs frères immigrés, ni même en étant indifférents à leur sort. D'ailleurs être étranger pour les travailleurs n'a aucun sens. Un travailleur malien, sénégalais ou mauritanien, travaillant côte à côte avec un travailleur gabonais est-il plus étranger à ce dernier qu'à leur patron ou aux ministres et autres hauts fonctionnaires qui vivent dans un monde à part, et qui pourtant sont bien "gabonais" ?

Non, les travailleurs quelles que soient leurs origines, leur nationalité ou leur langue, font partie d'une même classe, d'un même monde. Les "étrangers" aux travailleurs, ce sont les exploités. Et c'est contre ceux-là qu'ils devront lutter ensemble car c'est eux qui sont responsables de leur misère.

## Foyer Bara : La municipalité veut raser le bâtiment sans reloger

Le Comité des Résidents du foyer de la rue Bara, à Montreuil, a tenu le 20 février une conférence de Presse au cours de laquelle il a exposé les raisons de leur lutte pour empêcher la destruction de ce foyer.

En effet, depuis bientôt un an, la municipalité de Montreuil mène une campagne effrénée pour faire disparaître ce foyer. Sous le titre "Faire disparaître le foyer Bara", il est notamment écrit dans "Dialogue" de novembre-décembre 1984: "Depuis de trop nombreuses années, des centaines de travailleurs africains survivent dans un bâtiment nommé foyer" (...) "Des centaines d'hommes, près de chez nous, survivent sans hygiène dans la plus totale absence de sécurité. Que penser aussi des conditions créées à la population de tout un quartier". Elle ajoute plus loin: "Il faut faire disparaître cette plaie honteuse qui constitue une atteinte flagrante aux droits de l'homme. Au-delà de ce problème de la rue Bara, les Montreuillois sont en droit d'exiger un arrêt total du logement de nouveaux immigrés dans la ville. A l'échelle du pays il est normal de mettre un terme à l'immigration."

Que la municipalité de Montreuil soit soucieuse des conditions de logement des travailleurs immigrés, c'est une bonne chose. Mais il ressort dans sa campagne qu'elle veut se débarrasser à bon compte des résidents de Bara. Il est vrai que par le passé, elle a contribué pour beaucoup dans l'accueil des travailleurs immigrés mais son attitude depuis un an ne va pas dans le sens de la recherche de solutions. Tout ce qu'elle veut, c'est que les résidents de Bara quittent Montreuil sans une proposition de relogement.

Dans leur conférence de Presse, les travailleurs de la rue Bara reconnaissent le bien fondé de certains arguments: foyer surpeuplé; manque de sécurité par exemple. Selon le Comité des résidents, toutes les conditions étaient réunies pour que le foyer devienne très vite invivable. Ce foyer qui existe depuis 16 ans; est une ancienne usine désaffectée que l'AFTAM a vite fait de transformer en foyer. Le nombre prévu a été vite dépassé car conçu pour 410 personnes, Bara en contient effectivement à l'heure actuelle 650.

Si des travailleurs immigrés sont parqués dans de conditions indignes, ce n'est pas seulement à Bara mais dans la plupart de foyers qui leur sont réservés. C'est le problème du logement des immigrés qui est posé. Alors qu'ils contribuent largement au financement de leur logement, ils sont les plus mal logés. Les subventions du FAS (Fonds d'Action Sociale) allouées aux sociétés gestionnaires sont le produit des montants des allocations familiales non versées aux familles demeurées en Afrique. Et avec le 0,1% réservé au logement des immigrés on pourrait construire quelque chose. Malgré cela, on continue à les

parqués dans du préfabriqué.

Le Comité des résidents de Bara propose: "le maintien du foyer avec soit 205 ou 250 personnes. Les 400 ou 445 résidents doivent quitter Montreuil et être répartis dans deux foyers de la région parisienne. Le foyer Bara à construire ou à rénover ne devrait compter que des chambres individuelles ou des chambres à deux lits." Actuellement 6 à 8 personnes dorment dans des chambres de 16m<sup>2</sup>. Il ajoute en conclusion: "Nous exhortons toutes les parties prenantes à prendre en compte nos propositions, à renouer le dialogue avec nous". Mais une chose est sûre, c'est que pour avoir un nouveau logement ou pour faire rénover le foyer Bara, les résidents seront obligés de se mobiliser, de lutter comme ils ont d'ailleurs su le faire il y a quelques années.

## BURKINA FASO

### Sankara dévoile sa politique bourgeoise

Le régime de Sankara vient de prendre certaines mesures contre les responsables de 10 organisations syndicales burkinabés. Il s'agit de la suspension de toute fonction dans l'administration et l'interdiction de bénéficier des mesures sociales actuellement décrétées dans le pays, tels que logement gratuit, exonérations éventuelles d'impôts, transports en commun, etc...

Assiste-t-on là au divorce entre syndicats et "militaires révolutionnaires" au pouvoir ou s'agit-il tout simplement d'un nouvel épisode des affrontements entre cliques rivales au sein du cercle des dirigeants du nouveau pouvoir? Nul ne saurait le dire. Quoi qu'il en soit cet événement traduit les difficultés que connaît le régime dit révolutionnaire des capitaines du Burkina. A leur arrivée au pouvoir en Août 1983, Sankara et ses amis se sont fixés pour objectif de "construire un Etat et de gérer son économie". Mais ils ont fixé des priorités. Ainsi déclaraient-ils vouloir "instaurer un climat de moralisation pour permettre un travail efficace de développement économique et social".

On a donc suivi depuis plus d'un an, à la création des CDR (Comités de Défense de la Révolution), à la mise en place de tribunaux populaires. Des procès publics d'anciens dignitaires ont été organisés? De même a-t-on vu solliciter jeunes et vieux, militaires et étudiants pour des travaux d'utilité collective. Pendant tout ce temps où il a surtout été fait appel à l'enthousiasme, on a assisté à une sorte de lune de miel entre les différentes organisations de masse (syndicats de travailleurs et d'étudiants) et les militaires. Mais depuis le début de cette année, les militaires semblent vouloir passer à la réalisation de la deuxième partie de leur projet: créer un Etat, asseoir son économie. Et là les choses ne sont pas si simples.

Le Burkina est parmi les cinq pays les plus pauvres du monde? Le revenu moyen par habitant est de 55 000 F CFA environ par an (et encore ce n'est qu'une moyenne). L'analphabétisme touche 92% de la population, avec une espérance de vie de 32 ans. Pays sahélien, le Burkina n'échappe pas à la sécheresse et à la famine. Les seuls revenus du pays proviennent essentiellement de la production du coton et dans une moindre mesure de la canne à sucre. Totalement enclavé à l'intérieur des terres, ce pays dépend en grande partie de l'extérieur pour la plupart de ses besoins. Pour l'année 83 par exemple, la facture pétrolière du Burkina a absorbé 73% des recettes du pays. Or l'Etat consacre 70% de ses recettes générales au paiement des 26 000 fonctionnaires et à la marche des affaires. L'Etat s'endette ainsi non pas pour créer des richesses mais juste pour payer les salaires.

Or cette année aussi, le budget reste très réduit, 58 milliards de F CFA. Les projets gouvernementaux sont réduits au strict minimum. Les salaires sont révisés à la baisse (12% de réduction en moyenne). L'Etat essaie de trouver des économies à faire, des sources de renflouement de ses caisses. Suite à ces mesures d'autérité, les syndicats ont réagi en publiant un communiqué accusant le gouvernement de "remettre en cause les libertés démocratiques et syndicales et d'avoir pris des mesures de réduction des salaires des travailleurs".

Pour l'instant, seuls les dirigeants syndicaux, jusque-là soutiens du régime, sont frappés. Mais il est évident que des militaires au pouvoir ne pourront pas mener à bien leurs projets sans en faire payer les frais par une partie de la population, en particulier les salariés. Inévitablement, il y aura de plus en plus de mécontentement, surtout parmi les travailleurs pauvres. Et le régime, pour se maintenir au pouvoir, réprimera comme tous les gouvernements qui se sont succédés au Burkina. La phraséologie et les slogans "révolutionnaires" n'y changeront rien.

Entre autres projets, les militaires se proposent de construire des logements sociaux, des barrages qui permettraient d'irriguer des terres cultivables, d'assurer la réfection des routes et la construction de nouvelles routes vers des minerais d'accès difficile. Des projets de développement rural en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire pour 1990 sont fixés, avec comme perspective, la possibilité d'exporter certains légumes. Mais ce ne sont que des projets. Leur réalisation demande des capitaux. Or le pays dispose d'à peine de quoi fonctionner, avec les recettes du coton, produit soumis aux aléas du marché mondial. Autant dire que pour l'essentiel de ces projets, nos militaires, qui vilipendent à longueur de slogans l'impérialisme, sont réduits à dépendre du bon vouloir des bailleurs de fonds capitalistes.

C'est là que le bât blesse. Les militaires prétendent s'en sortir. Ils pensent que le Burkina dispose de suffisamment de richesses pour ce faire. Au passage, ils sont forcés de mettre une croix sur certains projets hasardeux ou très coûteux. Mais même le minimum de projets vital pour le pays, dépend dans sa réalisation, de cet impérialisme dont ils prétendent rejeter le joug. Telle est la réalité. Les dirigeants burkinabés ont besoin d'emprunts pour leurs projets. Ils ne trouveront aucun capitaliste qui veuille prêter sans garantie.

En l'occurrence, quel que soit leur langage, les militaires feront travailler la population quelques heures gratuitement, voire des journées entières, pour payer le tribut aux capitalistes. On demandera aux populations de se serrer un peu plus la ceinture au nom de la nation, tout comme les autres l'ont fait sous les régimes précédents. Et dans cette situation, qu'on le veuille ou non, les populations pauvres sont celles qui payent le plus. Pour celles-ci, c'est toujours l'exploitation.

Evidemment, les choix actuels des dirigeants burkinabés ne sont pas bien originaux. De la phraséologie pseudo-révolutionnaire aux slogans, bien des régimes issus de coups d'Etat militaires s'y sont essayés et nous en donnent l'exemple. De Madagascar au Congo en passant par le Bénin, les populations pauvres en subissent encore les conséquences. Même des régimes qui ont une assise populaire pour avoir mené une lutte armée victorieuses contre les régimes pourris - cas de Cuba par exemple - ou des régimes nationalistes radicaux comme ceux du Vietnam ou de l'Algérie en sont réduits à faire payer leurs moindres choix économiques par les populations pauvres. Parce qu'on ne peut prétendre lutter contre l'impérialisme en restant dans le cadre du système capitaliste. A plus forte raison un régime issu du coup d'Etat militaire.

En définitive, les choix de Sankara et de ses amis au pouvoir à Burkina sont dans l'ordre des choses. Nationalistes, un avenir meilleur pour les populations pauvres n'a jamais été dans leurs préoccupations. Ils ne font confiance qu'à leurs fusils. Il va de soi que l'on ne peut attendre des capitaines, aussi honnêtes soient-ils, qu'ils se mettent du côté des pauvres. Ils redoutent au contraire les coups de colère des masses populaires car ce ne sont pas les raisons de révoltes qui manquent. Tout comme ils craignent que d'autres militaires ne s'emparent du pouvoir par un autre coup d'Etat.

## ETHIOPIE : La faim un prétexte pour prendre un peu plus aux pauvres

Le gouvernement éthiopien vient de prendre des mesures pour venir, selon lui, en aide aux populations touchées par la sécheresse et la famine. Il a été ainsi décidé que désormais à partir du mois de Mars, tout salarié doit verser à l'Etat un mois de salaire dans l'année en plus de l'impôt sur le revenu. De même, en plus des impôts habituels, les paysans doivent payer à l'Etat un douzième de leur revenu annuel. Les entreprises privées ne sont pas épargnées par ces mesures. Ainsi, celles qui "ôtées bourse" sont tenues à payer 1% de leur chiffre d'affaires et les actionnaires 1% de leurs profits annuels.

Que les patrons versent une partie de leurs profits pour aider la population touchée par la sécheresse, c'est la moindre des choses. C'est dans le domaine des choses possibles que les travailleurs des villes et des campagnes, des fonctionnaires ayant des revenus réguliers viennent en aide aux populations victimes de la sécheresse. Ce n'est pas là le problème.

Le problème, c'est que le gouvernement de Mengistu ne fait autant d'efforts que ce qu'il demande à la population. Lui, il préfère entretenir son armée, s'occuper de bombarder les populations érythréennes et les maintenir dans l'oppression sous le prétexte de défendre l'intégrité territoriale.

Même les populations vivant dans les zones moins touchées par la sécheresse souffrent énormément à cause de la pénurie des denrées alimentaires de première nécessité. Les prix ne cessent d'augmenter alors que les salaires sont dérisoires. Ces populations auront en plus de cela des sacrifices supplémentaires imposés par les dernières mesures.

Comme tous les gouvernements pourris de chez nous, celui de Mengistu a tout naturellement choisi de se servir dans la poche des plus défavorisés. Et cela, pas forcément pour venir en aide aux plus malheureux. Cet argent va être détourné comme le sont la grande partie des aides et des dons reçus de l'extérieur.

## IL Y A CENT ANS A BERLIN : Le colonialisme traçait le sort de l'Afrique

Il y a cent ans, les représentants de quatorze pays d'Europe et des Etats-Unis se retrouvaient à Berlin, pour organiser le pillage de l'Afrique.

Objet d'une concurrence acharnée, l'Afrique était enserrée dans un réseau de postes établis par les colonnes anglaises, françaises, allemandes, belges et portugaises. Pour éviter que la compétition éffrénée entre les puissances impérialistes n'aboutisse à un affrontement direct, l'idée d'une conférence était lancée par le chancelier allemand Bismark, en vue de "régler les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions de l'Afrique".

Cette conférence, à laquelle furent représentés les Etats d'Europe (à l'exception de la Suisse et des Etats balkaniques) et les Etats-Unis, fut convoquée en novembre 1884. Elle aboutit à l'acte de Berlin du 26 février 1885, par lequel les Etats européens élaboraient une sorte de code international en vue du partage de l'Afrique noire.

Suite à cette conférence de Berlin, des zones d'influence furent délimitées, en même temps que les rapports entre puissances colonisatrices codifiés. Pour les pays européens qui connaissent une crise qui durait depuis 1870, l'Afrique pouvait être un exutoire à bien des problèmes.

Entre 1885 et 1900, l'Afrique dont les immenses richesses ont été inventoriées est découpée, partagée en tranches comme un gâteau, selon l'appétit et la puissance des pays d'Europe. Les puissances coloniales n'ont pas eu besoin de se préoccuper du sort des populations africaines. Il leur a suffi d'une carte pour établir les tracés au gré de leurs besoins et du rapport de forces entre elles. Ainsi des populations, des ethnies se trouvent partagées entre deux, trois ou quatre territoires contrôlés par des puissances différentes. Le groupe Malinké par exemple, se retrouve en Côte d'Ivoire, au Mali, en Guinée, en Gambie, au Libéria et en Sierra-Léone. Des exemples de ce type sont nombreux. Mais le comble c'est qu'il arrive que la frontière passe par une ville ou un village, séparant ainsi des familles entières. A l'Afrique morcelée, les puissances coloniales imposent le système capitaliste, écrasant les systèmes existant ou les intégrant.

Aujourd'hui, cent ans après cette fameuse conférence de Berlin, les choses ont bien peu évolué. Certes l'Afrique comprend des pays pour la plupart indépendants nominalement. Mais en accordant les indépendances, les bourgeois des pays colonisateurs, pour qui et au nom de qui le capitalisme a été introduit en Afrique ont mis en place des appareils d'Etat et des serviteurs de ces appareils.

Ces derniers, à la tête d'Etats dit indépendants, sont en réalité les continuateurs de l'ordre colonial; ils en gèrent l'héritage. Ainsi avons nous des chefs d'Etat dont le premier souci, l'indépendance acquise, a été de proclamer que les frontières héritées du colonialisme, aussi aberrantes, aussi artificielles et incohérentes soient-elles, restent et devront rester quitte à se retrouver engagés dans des conflits de frontière ou même à des revendications de territoires, entraînant des affrontements violents. La guerre entre l'Ethiopie et la Somalie pour l'Ogaden en est un exemple. La Haute Volta et le Mali, deux pays pauvres, ont eu à s'affronter pour des questions de frontière.

Aujourd'hui il est de bon ton, dans l'intelligentsia africaine, d'afficher un anti-impérialisme en paroles. Nombreux sont les intellectuels qui, anti-colonialistes ou anti-impérialistes sinon par les actes, du moins en paroles, exaltent ce passé de l'Afrique auquel l'acte de Berlin a mis fin il y a cent ans. Mais aucun ne condamne ni ne remet en cause ces frontières aberrantes, héritage de la barbarie capitaliste. Quand ils s'élèvent contre le colonialisme, c'est pour revendiquer le droit de vivre à l'intérieur du cadre artificiel tracé par le colonialisme il y a cent ans.

Evidemment on rencontre des africains qui se réclament du panafricanisme. Leurs idoles sont Sékou Touré, N'Krumah, Garvey, pour ne citer que ceux-là qui à bien des égards, ont fait leurs preuves (surtout les deux premiers). Drôles de panafricanistes. Mais peut-être entendent-ils par panafricanisme, unité des dictateurs, ou Afrique des dictatures, contre les peuples. Sauf que de fait, cette unité existe. Il reste à faire celle des pauvres, des opprimés. Mais il semble que ces mots opprimés ou pauvres écorchent la langue de nos thuréféraires verbeux du panafricanisme.

Que les valets au service de la bourgeoisie internationale respectent les frontières des Etats qu'ils gèrent, c'est dans l'ordre des choses. Mais même les élites actuelles de l'Afrique ne voient que l'horizon sans perspective des nations. Ils n'envisagent l'avenir qu'en fonction des Etats tels qu'ils existent, en fin de compte tels qu'ils ont été ébauchés par l'acte de Berlin. Ces intellectuels de l'Afrique d'aujourd'hui sont à l'image de la société africaine dans son ensemble. Une société dominée par des bourgeois sans base sociale, faibles, qui ne dominent que par la dictature. Une telle bourgeoisie ne peut qu'engendrer des intellectuels à son image: des intellectuels incapables de la moindre pensée originale, incapables d'aucun rôle allant dans le sens du progrès.



# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.